

8 juin 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les politiques économiques menées en France et en Europe et sur les relations économiques franco-japonaises, à Tokyo le 8 juin 2013.

LE PRESIDENT : « Mesdames et Messieurs les Ministres qui m'accompagnent, Mesdames, Messieurs les représentants du Gouvernement japonais, Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise, je veux d'abord avoir un mot pour le président du Nikkei puisque c'est grâce à son initiative que nous sommes réunis ce matin.

Il était important à mes yeux, pour cette visite d'Etat, que nous puissions avoir un échange. D'abord, entre chefs d'entreprise, celles venant de France, celles ici, japonaises ayant des intérêts en France. Mais aussi un échange entre acteurs économiques, français comme japonais, et les représentants de l'Etat et, au premier chef, moi-même, pour que je vous donne les informations mais également les éléments de la politique économique que nous suivons depuis un an en France.

Je me félicite d'abord des excellentes relations que nos deux pays entretiennent et depuis longtemps. Au-delà des présidents de la République, des Premiers ministres successifs au Japon, il y a toujours cette même volonté : travailler ensemble, promouvoir ensemble des valeurs et des principes, agir pour la croissance. Mais aujourd'hui, nous sommes dans un contexte et dans des circonstances particulières. Le contexte, c'est que l'économie mondiale a considérablement changé. Les pays émergents se sont affirmés avec des taux de croissance particulièrement élevés et le sentiment a pu s'installer que l'Europe et le Japon n'étaient pas dans la même dynamique et étaient davantage frappés par la crise que d'autres parties du monde. Je ne me satisfais pas de cette impression et je considère que, et le Japon et l'Europe nous avons notre place à prendre et encore davantage dans le contexte mondial. Nous pourrions y parvenir si nous sommes capables de lier Japon et Europe, Japon et France, davantage qu'aujourd'hui. Nous avons, bien sûr, des configurations économiques différentes mais nous sommes confrontés aux mêmes défis.

Le premier, je le disais, c'est sortir de la crise, retrouver la croissance, redonner confiance, porter un espoir. Cela est le premier défi. Le second défi c'est celui du redressement de la compétitivité de nos économies avec la volonté aussi d'une meilleure prise en compte de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique. Parce que nous sommes, Japon et France, conscients de cette responsabilité et que nous devons justement faire de cette contrainte environnementale un levier pour la compétitivité et nous pourrions le démontrer notamment en matière énergétique. Le troisième défi que nous avons à relever, c'est celui du vieillissement de la population, qui est à la fois une chance et un atout, nous vivons plus longtemps, mais également de nos retraites. Mais si nous y réfléchissons bien, il y a aussi de nouveaux marchés qui peuvent souvrir par rapport au vieillissement de la population. Face à l'ensemble de ces défis, nous devons agir vite avec efficacité et avec volontarisme. C'est ce que le Premier ministre ABE m'a dit vouloir pour son pays. C'est ce que je veux pour la France et c'est ce que je veux essayer aussi de faire promouvoir en Europe.

L'Europe, il y a un an, presque jour pour jour était confrontée à une crise, crise bancaire, crise financière, crise budgétaire et beaucoup s'interrogeaient, y compris au Japon sur la pérennité de

la zone euro, sur son intégrité. Est-ce que des pays comme la Grèce allaient pouvoir rester dans la zone euro ? Est-ce que d'autres pays vulnérables n'allaient pas connaître des spéculations qui finiraient par décourager les investisseurs ? Depuis un an, la zone euro a fait des efforts, a restauré d'abord la confiance, a traité grâce à des instruments exceptionnels la situation des États les plus vulnérables. Les pays membres ont assaini leurs finances publiques. Une union bancaire a été créée. La Banque centrale européenne a redéfini sa doctrine. Ce qui fait qu'aujourd'hui, les taux d'intérêts dans la zone euro ont considérablement baissé, la confiance des investisseurs est revenue, les politiques d'assainissement budgétaire ont produit leurs effets. Je pourrais donc me satisfaire de cette situation mais je considère que, après cette phase indispensable, une autre doit souvrir. C'est celle de la croissance, celle de l'emploi. Avec l'Allemagne, nous faisons en sorte de faire prévaloir d'autres objectifs que les seuls paramètres de l'assainissement financier. Nous portons ensemble une initiative pour faire prévaloir la lutte contre le chômage et notamment celui des plus jeunes, pour mettre l'énergie au cur de la compétence européenne, de faire aussi que l'industrie puisse être davantage regardée comme une stratégie de long terme, que simplement des éléments qui pourraient fausser la concurrence. Mais voir que le Japon s'engage aujourd'hui dans une politique de croissance est également encourageant car nous avons besoin de croissance, de croissance durable, de croissance saine, de croissance maîtrisée. En Europe, les politiques d'austérité ont été assouplies dans les pays les plus vulnérables sans que, pour autant, la fiabilité financière ait été mise en cause. Je veux insister là-dessus. L'Europe c'est la première puissance économique du monde. C'est un marché de 500 millions de consommateurs. C'est une zone d'attraction pour l'investissement international. C'est un espace où la connaissance, le savoir, la recherche ont été portés à un niveau d'excellence. Alors si nous conjuguons nos efforts européens pour prendre toute la dimension de ce que nous représentons dans le monde et vous, Japonais, pour participer à cette nouvelle dynamique, alors je pense qu'ensemble nous pouvons changer la donne.

En France, depuis un an, mon gouvernement a voulu engager une politique de réformes. Il s'agissait d'abord d'assainir nos comptes publics. Une première étape a été franchie avec la maîtrise de la dépense. Cela a été forcément douloureux. Une augmentation d'un certain nombre de prélèvements pour réduire le déficit. Mais ce que je veux en France, c'est améliorer la compétitivité des entreprises avec la réforme du marché du travail que nous avons menée à bien, avec un soutien aux entreprises de main-d'œuvre, avec un allègement du coût du travail, avec un encouragement à l'innovation, à la recherche, avec la définition de grandes filières industrielles. Ces réformes, nous les poursuivrons dans les mois qui viennent avec une amélioration qui sera apportée à notre système de formation professionnelle et notamment tout ce qui doit favoriser la mobilité. Mobilité professionnelle, mobilité géographique. Nous aurons aussi à faire la réforme des retraites, même si la démographie en France est encourageante. Nous ne pouvons pas laisser de doutes sur le financement de nos régimes de répartition. Voilà, le processus de réformes est engagé en France. Et il n'a qu'un seul objectif : l'emploi, la croissance. Je regarde ce qui se fait je vous le disais au Japon et je constate qu'il y a une même volonté. La reprise est là au Japon. La parabole des trois flèches a fait le tour du monde et elle signifie un assouplissement monétaire et dès lors qu'il correspond à l'économie réelle du Japon, il ne doit pas y avoir d'inquiétude. Il y a un assainissement budgétaire au Japon qui a été étalé dans le temps. Il n'y a pas, là-encore, d'appréhension à avoir. Si cela doit permettre d'éviter l'austérité. Et, enfin, il y a des réformes structurelles à engager, au Japon comme ailleurs. Je regarde donc cette nouvelle doctrine économique favorablement. Les flèches ne sont pas tournées vers nous, la cible c'est la croissance, c'est l'emploi, c'est la confiance. Et si nous pouvons en plus ajouter d'autres flèches aux vôtres, pour atteindre le même objectif, c'est le sens de cette visite. Avec la volonté de conclure un partenariat économique entre nous c'est-à-dire une relation qui doit nous permettre non seulement de nous renforcer dans nos pays respectifs, la France et le Japon, mais également de tenir le même discours à l'échelle du monde.

Je veux évoquer nos relations bilatérales. Elles sont anciennes, elles sont solides, elles sont dynamiques. La Chambre de Commerce et d'Industrie française est la plus ancienne organisation

économique étrangère au Japon. Nous avons su, ces dernières années, développer des partenariats majeurs comme en témoigne la plus grande alliance industrielle qui ait été conclue entre la France et le Japon à travers l'accord entre Nissan et Renault. Je salue le Président Carlos GHOSN, qui m'accompagne dans cette visite et aussi Louis SCHWEITZER qui a rendu possible cette alliance. Tout cela a créé non seulement un ensemble particulièrement compétitif et dynamique, mais a créé une culture commune qui peut maintenant se diffuser à d'autres secteurs. Je pense à tout ce qui a trait à la transition énergétique, au numérique, à l'électronique, à l'industrie agro-alimentaire. Ce qui a été possible dans l'automobile, nous devons le rendre maintenant réalisable dans tous ces domaines.

Nos échanges économiques sont équilibrés. Notre balance commerciale est aussi favorable dans un sens que dans un autre. Il y a 400 entreprises françaises qui sont implantées ici au Japon, employant 60 000 personnes. Et quand je regarde ce que les entreprises japonaises représentent en France, c'est à peu près équivalent : 440 entreprises, 70 000 salariés concernés en France. La France est aussi un investisseur de long terme avec un stock d'actifs qui représente presque 16 milliards d'euros au Japon. Nous avons donc confiance dans l'économie japonaise, comme les industriels japonais ont confiance dans l'économie française. Est-ce que nous pouvons faire plus ? Je le crois. Nous devons d'abord développer davantage nos échanges. Je ne crains rien à l'ouverture du commerce, au contraire. Le commerce fait la croissance, à certaines conditions. La condition de la réciprocité, ce que nous appelons le juste échange. La condition aussi de ne pas mettre tous les produits forcément dans la compétition. Nous avons notamment pour la culture des réserves. Mais je serai un acteur majeur pour qu'il puisse y avoir l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et le Japon. Parce que si nous parvenons à conclure cet accord, ce sera bon pour l'économie européenne et ce sera même excellent pour l'économie japonaise. Nous devons supprimer ou réduire bon nombre de droits de douanes, abolir un certain nombre de barrières tarifaires et non tarifaires qui sont autant d'obstacles aux échanges. Nous devons favoriser l'arrivée sur nos marchés d'entreprises de toutes tailles, des plus grandes. Ce sont celles qui ont le plus de facilité aujourd'hui. Mais aussi les entreprises de taille intermédiaire, les PME, qui ne doivent pas connaître de difficultés pour accéder à nos marchés. Je fais confiance aux organisations d'entreprise que j'ai rencontrées ce matin. Aussi bien les organisations qui fédèrent l'ensemble des branches professionnelles que les chambres de commerce parce que cette confiance ne doit pas être simplement entre les gouvernements. Elle doit être aussi entre les entreprises.

J'ai comme objectif de favoriser, de multiplier les investissements croisés entre nos deux pays. Les investissements japonais ont toujours été les bienvenus en France. Mais nous devons encore les faciliter. Tous les obstacles, tous les freins et il y en a toujours, administratifs, fiscaux ou autres qui peuvent encore freiner les flux d'investissements seront, autant qu'il est possible, révisés ou revus pour que nous puissions avoir le plus haut niveau d'investissements japonais en France. Le Japon est le premier investisseur asiatique en France. Et toutes les expériences le démontrent. Cela a toujours été des réussites, des réussites pour l'emploi en France, des réussites pour la dynamique des entreprises japonaises qui ont fait ce choix. Nous devons bien sûr également favoriser les investissements français au Japon. Il y a eu un accord au cours de la visite d'Etat que j'ai effectuée, un accord important entre l'Agence française pour les investissements internationaux et son homologue japonais, le JETRO.

Donc développement des échanges, développement des investissements, développement des partenariats parce que la France et le Japon veulent maintenir une base industrielle forte sur nos territoires. Et comment faire dans le contexte de compétition ? Avec la montée des émergents ? Être plus innovants que les autres pour être plus compétitifs, avoir davantage de recherche, davantage de capacité technologique, conquérir ensemble de nouveaux marchés, c'est-à-dire des pays tiers. Et si nous faisons des alliances, des coopérations, des partenariats, qu'importe les noms, qu'importe les formules, pour intervenir ensemble, Japonais et Français, sur les pays tiers comme nous l'avons montré en Turquie avec le réacteur nucléaire, alors une nouvelle étape de notre partenariat pourrait être franchie. Nous pouvons le faire dans de nombreux domaines. J'ai évoqué les énergies, l'agro-alimentaire mais je voudrais aussi évoquer des marchés tiers

évoque les énergies, l'agro-alimentaire mais je voudrais aussi évoquer des marchés très particulièrement importants et où nous avons une excellente réputation, et vous, et nous. Je pense à l'Afrique. Le Japon a montré beaucoup de solidarité à l'égard de l'Afrique, encore récemment à travers une conférence qui a été organisée ici. L'Afrique est un continent d'avenir, un continent de croissance. Pas simplement par ses ressources naturelles, pas simplement par sa population, mais parce qu'il y a des gisements d'investissements considérables à faire. Et donc, aussi bien pour des raisons de lutte contre les inégalités, de développement, de conception commune que nous avons de l'environnement, mais aussi pour des opportunités d'investissements, nous devons agir ensemble pour l'Afrique.

Je crois à notre capacité d'innovation. Ce qui fait le talent du Japon, mais aussi la réputation de la France, et nous le faisons avec parfois un peu d'orgueil, c'est d'être en avance sur les autres, d'être plus imaginatifs que les autres, plus créatifs que les autres. La culture en est d'ailleurs un beau domaine mais quand nous sommes capables d'être d'avant-garde en matière culturelle, nous sommes capables de l'être aussi en matière industrielle. D'ailleurs, nos industries culturelles sont également de haut niveau de performance. Le Japon est un pays prescripteur dans de nombreux domaines notamment en matière numérique. Et il m'a été donné d'ailleurs de voir que des entreprises japonaises permettaient à des entreprises françaises, dans ce domaine du numérique, des nouvelles technologies, d'être liées les unes les autres et d'être exemplaires. Je crois à ces filières d'avenir, je crois à cette capacité de rechercher l'innovation. Je crois à ce lien entre la France et le Japon.

Voilà ce que nous pouvons faire au plan bilatéral mais nous pouvons aussi agir ensemble, France et Japon, à l'échelle du monde. Ma visite d'Etat se situe à la veille des grandes rencontres internationales du G8 et du G20. Et les discussions que j'ai engagées avec le Premier ministre ABE me convainquent que nous pouvons porter les mêmes paroles dans ces instances, les mêmes priorités : la croissance, l'innovation, la recherche, la technologie, le développement. Voilà les thèmes que nous allons évoquer au cours de ces discussions. Il y a aussi la question du système monétaire international. Nous voulons que les politiques monétaires puissent être utilisées à des fins favorables à la croissance. Non pas des politiques monétaires qui viendraient créer de nouveaux obstacles, qui viendraient créer de nouvelles distorsions de concurrence. Non, des politiques monétaires offensives pour avoir les taux d'intérêt les plus faibles possibles, pour avoir les courants d'investissements les plus élevés possibles. Nous aurons aussi à faire en sorte de convaincre nos partenaires à l'échelle du monde de lever tous les obstacles au commerce car le protectionnisme ne peut pas être une solution pour échapper à la crise. Nous sortirons de la crise avec plus de liberté donnée au commerce, plus de régulation d'un certain nombre de mouvements financiers et plus de maîtrise de nos politiques monétaires.

Voilà comment nous devons aborder cette période. Elle est décisive. Elle est décisive pour cette conception que nous avons du monde, nous Japonais et Français. Nous ne pouvons pas considérer que nous avons fait notre temps et que d'autres maintenant doivent tirer l'économie mondiale. Non, c'est nous, toujours, qui devons être à l'initiative. Que des pays émergents nous rattrapent, nous devons le concevoir. Cela fait partie de ce que nous avons toujours voulu pour le monde. Que des pays émergents puissent, sur certains domaines même nous dépasser, cela fait partie de la compétition. Mais nous, nous avons toujours l'ambition, Japonais et Français, de porter la technologie au plus haut niveau, et donc d'avoir notre place dans la compétition et d'avoir un haut niveau de croissance.

La croissance n'est pas simplement réservée pour les pays qui auraient eu du retard dans la mondialisation. La croissance doit être partagée, mais la croissance nous devons la trouver partout dans le monde, parce que nous avons aussi des emplois à créer, des réponses à donner à nos concitoyens qui veulent toujours prendre leur part du progrès. La croissance, elle n'a plus le même contenu que par le passé. Elle doit intégrer d'autres dimensions, je voudrais l'environnement, le bien-être, la culture. Mais la croissance est nécessaire. Il ne peut pas y avoir de perspectives sans croissance. Et c'est le message que nous allons porter dans les instances internationales, le message que nous allons aussi délivrer à nos opinions publiques, qui doutent parfois de l'avenir. Aussi bien au Japon qu'en France, il y en a toujours qui pensent qu'il y a eu un âge d'or, hier ou

avant-hier. Que c'était le bon temps autrefois, quand il y avait ce sentiment d'une consommation qui progressait continuellement. Nous nous devons de dire à nos opinions publiques que ce qui compte c'est demain, ce n'est pas hier. Que nous avons tous les atouts, tous les leviers pour donner confiance et espoir. Et cette jeunesse, jeunesse japonaise, jeunesse française, qui parfois s'interroge sur sa place, sur son avenir, nous devons lui donner les conditions de son propre épanouissement, de son propre accomplissement.

Voilà le message que j'étais venu vous délivrer ici. Message de confiance en nous-mêmes, confiance dans la relation entre la France et le Japon, confiance dans le lien entre l'Asie et l'Europe, confiance dans notre capacité. Et nous devons montrer l'exemple, c'est la raison pour laquelle ce que nous allons faire à travers ce partenariat exceptionnel entre la France et le Japon, est une bonne nouvelle pour l'Europe, une bonne nouvelle pour l'Asie et une bonne nouvelle pour le monde. Merci. »

QUESTION : « Monsieur le Président nous vous remercions tout d'abord pour ce discours que vous venez de faire et nous avons déjà reçu plus de 1000 questions qui ont été posées par nos lecteurs. Quand nous demandons à nos lecteurs de poser des questions c'est très diversifié puisque cela porte aussi bien sur la culture que sur la politique, l'économie, l'avenir du socialisme, Certains ont même osé demander les bonnes adresses de restaurants français en France. Comment peut-on faire pour mieux vendre Airbus, quel est le secret pour vendre Airbus ? Je n'ai cité que quelques exemples, mais vraiment les questions étaient très diverses, ce qui prouve que l'intérêt des Japonais est très large. Évidemment on ne peut pas vous poser 1000 questions mais permettez-moi d'en sélectionner un certain nombre qui nous ont été adressées, tout d'abord sur la crise de la zone euro. Il semble qu'avec cette crise les liens se sont un peu desserrés entre les pays membres de la zone euro. La compétitivité allemande est toujours excellente alors que le leadership français est en déclin, voilà l'impression que nous avons et que l'Angleterre aussi essaye de garder une certaine distance avec l'Union européenne. Est-ce que l'Union européenne va entrer dans une impasse dans dix ans, vingt ans ? Quelle est la vision que vous avez sur l'avenir de l'Union européenne ? Que va devenir la zone euro ? Et quel est le rôle que la France va jouer pour sortir de ce cercle un peu vicieux ? »

LE PRÉSIDENT : « Bien, je ne pourrais donc pas répondre aux 1000 questions. Même si pour les adresses de restaurants, pour la culture et pour l'avenir du socialisme, les membres du gouvernement sont à la disposition des lecteurs de votre journal. En revanche, je veux répondre à la question majeure de l'avenir de l'Europe. Parce que l'Europe a vécu une crise. Une crise qui aurait pu la détruire, c'est-à-dire faire éclater la zone euro qui a été pendant des années, pour ne pas dire pendant des décennies, la perspective d'intégration qui avait été dessinée pour les peuples européens. Je considère que la crise, loin d'affaiblir la zone euro, l'a renforcée. Car maintenant, nous disposons de tous les instruments de stabilité et de solidarité, qu'il y a eu un progrès dans la gouvernance économique de la zone euro, que nous avons mis en place l'union bancaire, que nous avons des règles en matière budgétaire qui nous permettent d'être mieux coordonnés et d'avoir une forme de convergence.

Qu'est-ce qu'il manque ? Et c'est la proposition que j'ai faite aux partenaires européens : il manque un véritable gouvernement économique de la zone euro. De manière à ce que la zone euro ne puisse pas simplement réagir aux crises, mais être capable de définir une politique économique commune. Avec une harmonisation fiscale, demain un certain nombre de convergences sociales, avec une meilleure coordination des politiques économiques nationales, avec une stratégie industrielle, avec une politique énergétique. Donc la prochaine étape pour l'Europe, c'est cette nouvelle intégration. J'ai fait cette proposition, notamment à l'Allemagne, puisque c'est notre principal partenaire et aujourd'hui l'Allemagne est prête au moins à aller dans ce sens pour la lutte contre le chômage et pour le gouvernement économique. C'est un point très important. C'est vrai ce que disent vos lecteurs. La compétitivité de l'économie allemande est plus grande que la compétitivité de l'économie française. Parce qu'il y a dix ans, des réformes structurelles ont été engagées en Allemagne, elles ne l'ont pas été en France. Alors il me revient d'améliorer la compétitivité de l'économie française, et c'est ce que j'ai engagé depuis un an. L'Allemagne elle-

même doit utiliser sa compétitivité pour soutenir davantage sa demande intérieure. Et je crois quelle est prête à le faire, sans dégrader bien sûr les conditions de sa réussite.

L'Europe est donc devenue plus solide mais elle doit maintenant être davantage tournée vers la croissance. Chacun des pays, notamment la France, doit, au-delà de cette volonté de croissance, créer les conditions, notamment pour la compétitivité, qui lui permettent de pouvoir affirmer sa présence et tenir son rang. Ce qui est important pour vous ici au Japon, c'est de bien comprendre que la crise de la zone euro est terminée. Et de faire en sorte que nous puissions ensemble, Japon et Europe, ouvrir de nouveaux domaines pour la croissance. Sur la France elle-même, elle est la deuxième économie de la zone euro, elle fait tous les efforts pour assainir ses comptes publics, dans une trajectoire qui ne doit pas affaiblir les possibilités de reprise économique, et elle fait tous les actes nécessaires, dans le dialogue social, pour améliorer ses performances industrielles. Mais la France a aussi une vocation à entraîner les autres. Parce que la France est un pays fondateur de l'Union européenne. Et la France veut qu'il y ait, dans la zone euro, plus d'intégration. Alors vous me direz, mais que va devenir le Royaume-Uni ? Ce que le Royaume-Uni décidera. Le Royaume-Uni n'est pas dans la zone euro. Le Royaume-Uni veut rester dans l'Europe, mais avec des règles différentes. C'est bien son droit. Mais moi ce que je veux pour la zone euro c'est que l'on aille plus vite, que l'on aille plus loin ensemble. Parce que quand on a une monnaie en commun, on doit avoir, à ce moment-là, une politique économique en commun. »

QUESTION : « Merci beaucoup Monsieur le Président. Une question qui porterait sur l'Asie, sur le Japon. Le Japon connaît actuellement la dénatalité, le marché se rétrécit, nous souffrons du déficit des finances publiques. Lorsque l'on observe les aspects sociaux ou les valeurs individuelles en France et au Japon, il y a des différences, mais nous avons aussi des similitudes, par exemple le problème des retraites, des finances publiques, la réforme structurelle, il y a beaucoup de points communs sur ces éléments. Lorsque vous regardez le Japon, quels sont pour vous les points forts du Japon ? Les valeurs japonaises, quel est-ce que c'est ? Les japonais ne se rendent pas compte, des points forts, des valeurs japonaises. Quelles sont les valeurs fortes du Japon et quel rapport souhaitez-vous construire entre le Japon et la France ? »

LE PRÉSIDENT : « J'évoquais dans mon propos introductif, une impression qui peut exister aussi bien au Japon qu'en Europe, et qui serait fâcheuse si elle s'installait durablement. L'impression c'est que nous avons été des économies extrêmement dynamiques ces dernières années, des puissances capables de développer leurs technologies à l'échelle du monde, et que nous naurions plus aujourd'hui la même influence. Sans doute cette impression est-elle née d'une trop longue période de stagnation, aussi bien en Europe qu'au Japon, ici ce que vous appelez la déflation. Ce qui fait qu'à un moment nos sociétés peuvent douter d'elles-mêmes, de leur capacité, de leurs atouts, de leur influence. Et donc le premier mot d'ordre, mais je l'entends ici prononcé au Japon, depuis quelques mois, le premier mot d'ordre c'est la confiance. Reprendre confiance en nous-mêmes. Vous me demandez, quel est-ce qui fait la force du Japon. C'est sa technologie, ce sont ses entreprises, c'est aussi sa culture, c'est aussi des valeurs, des valeurs de respect, de reconnaissance, de démocratie. C'est également une conception de l'environnement particulièrement élevée, et vous leur avez fait la démonstration, de lutter contre la pollution dans vos villes. C'est aussi une conscience nationale que lorsqu'il y a une épreuve, et vous avez traversé une épreuve avec la catastrophe de Fukushima, vous êtes capables de vous réunir, de vous rassembler et de résister par rapport à cette épreuve. Ce que vous avez fait, pendant et après Fukushima, a créé un sentiment d'admiration à l'égard du Japon. Je pourrais dire la même chose pour la France. Chaque fois quelle est confrontée à une épreuve, à une difficulté, et cela peut arriver, une catastrophe, et malgré toutes les divisions qui existent, comme dans toute société, à travers la multiplication de sensibilités ou de philosophies, et bien la France est aussi capable de se réunir, de se rassembler, et de se dépasser.

C'est ce qui fait que nous avons des liens communs, nous appelons cela la culture, mais cela va bien au-delà des livres de l'esprit : c'est une conception, à la fois de ce que nous représentons sur le plan national et de ce que nous portons au plan de nos valeurs partout dans le monde. Et c'est la raison pour laquelle moi j'ai confiance dans ce qui va se produire au Japon. Et vous devez avoir confiance dans ce qui est en train de naître en Europe. Mais la condition, c'est que nous

confiance dans ce qui est en train de naître en Europe. Mais, la condition, c'est que nous puissions ensemble montrer que nous avons des atouts, des forces. Et lorsque nous nous unissons, les forces sont encore décuplées. D'où l'importance que j'attache à notre coopération, à nos partenariats, notamment au plan industriel. Et si nous réussissons, Japon et Europe ensemble - et le partenariat et l'accord commercial y contribueront alors nous serons, pas simplement utiles à nous-mêmes, nous serons utiles au monde.

Parce que le monde doit être équilibré. Et je rappelais ce chiffre, parce qu'il est incontestable, les Européens eux-mêmes finiraient par en douter, l'Europe c'est la première puissance économique au monde, la première puissance industrielle au monde. Et vous quand vous regardez vos performances, vous devez également être fiers de ce que vous êtes capables de faire : troisième économie du monde. Voilà ce que j'appelle aujourd'hui dans le cadre de cette visite, cette union entre le Japon et l'Europe, pour peser sur le destin du monde. »

QUESTION : « Merci beaucoup Monsieur le Président pour ces propos très encourageants, ce sera une dernière question que nous souhaiterions vous poser Monsieur le Président. Dans le discours, il y a un pays que vous n'avez pas évoqué, il s'agit de la Chine. C'est un pays émergent, mais il y a une tension actuellement entre le Japon et la Chine. Mais c'est un marché incontournable pour le Japon et la France aussi. Il y a eu un octroi de technologies en matière militaire et vous avez eu aussi des problèmes de dumping concernant le commerce du vin. Cette Chine qui monte en puissance, quel rapport voulez-vous établir avec ce pays ? Et par rapport à vos prédécesseurs, quelle politique différente souhaiteriez-vous mener avec ce pays que la Chine ? »

LE PRESIDENT : « Votre question est dangereuse. Vous me demandez de me fâcher et avec la Chine et avec mes prédécesseurs, c'est beaucoup. La Chine est un immense pays avec une économie dynamique, un taux de croissance impressionnant et une volonté d'être une puissance dans le monde aujourd'hui. Nous devons travailler avec la Chine. Et c'est ce que l'Europe fait. Nous devons le faire néanmoins en cohésion, c'est-à-dire avec la volonté de développer nos économies, mais aussi de poser des règles, de poser des principes. Ouvrir aussi de nouveaux domaines de coopération. Nous avons effectivement des problèmes commerciaux avec la Chine, que nous devons régler, dans la discussion, sans qu'un pays soit en avantage par rapport à un autre. Avec la Chine nous devons faire en sorte de montrer une disponibilité mais en même temps, un certain nombre de limites pour que le commerce puisse se développer dans les meilleures conditions. La France a un déficit commercial important avec la Chine : plus de 25 milliards de euros. C'est notre plus gros déficit. Mais nous n'allons pas pour autant engager des mesures protectionnistes, cela ne serait pas compatible d'ailleurs avec nos choix. Et c'est ce que j'ai pas voulu faire quand j'ai rencontré le président chinois à Pékin. Parce qu'aucun pays ne veut un déficit, et il me dit qu'aucun pays ne veut un excédent donc nous sommes près de la solution. Mais je ne veux pas qu'il y ait comme une volonté de la part de la France de réduire son commerce avec la Chine. Ce que je veux c'est que les Chinois achètent davantage de produits français, nous avons une part de responsabilité, à nous d'être plus compétitifs. Et s'il y a aussi des restrictions aux échanges, à nous de convaincre les Chinois qu'il doit y avoir réciprocité. Vous évoquez un second sujet qui a trait à quelques ventes que nous aurions pu faire en Chine et qui susciteraient un doute. Il s'agit d'un matériel purement civil et qui ne doit pas avoir d'utilisation militaire. Il y a un embargo, nous le respectons. Et ce n'est pas pour quelques milliers de euros que nous rééquilibrerons notre commerce extérieur ainsi. Il ne doit y avoir aucun doute du côté japonais là-dessus, je m'en suis expliqué. Enfin, il y a des tensions, je les vois, dans la région. Et la position de la France c'est de toujours faire prévaloir le dialogue, l'apaisement, le droit international pour trouver les solutions.

Enfin, il y a les séquelles, les séquelles de l'histoire, et elles doivent être surmontées. J'évoquais l'Europe, l'Europe c'est une très belle aventure politique. C'est pour ça que j'y tiens. Elle ne peut pas se réduire simplement à un grand marché ou à une monnaie, même si ce sont des éléments essentiels pour l'avenir. Mais nous en Europe, nous avons été capables de surmonter ce qui nous avait divisés. Et la France et l'Allemagne qui s'étaient longtemps déchirées, ont scellé un traité d'amitié il y a 50 ans. Et nous l'avons célébré. Alors, si nous pouvons donner cet exemple aussi à

d'autres peuples, il y a un moment où il faut savoir, non pas oublier, rien ne doit s'oublier, mais dépasser ce qui a été sujet de guerre, sujet de conflit. Parce que sinon, les risques de tensions peuvent encore s'aggraver. Et nous devons toujours faire attention. La paix c'est ce qu'il y a de plus précieux. Et si nous voulons faire la paix, il ne faut jamais oublier qu'il y a eu la guerre. Mais faire attention de ne pas créer de tensions donc je vous invite, avec la Chine, à avoir ce souci d'apaisement, ce souci de reconnaissance et de respect, et le droit international. Nous avons la volonté, la France, de travailler avec l'Asie et de ne pas opposer tel ou tel pays. Nous avons une relation d'amitié depuis longtemps avec la Chine, et nous avons une relation de partenariat exceptionnel, d'amitié exceptionnelle avec le Japon. Et ne nous demandez pas de choisir. Je suis ici au Japon, heureux d'être au Japon, fier de ce que nous pouvons faire ensemble. »